

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 2 février 2026

Energie

Le DESNZ lance un nouvel appel à projets de CCUS pour rejoindre l'*East Coast Cluster*

Après avoir signé en décembre 2024 de premiers contrats avec le *Northern Endurance Partnership* pour la construction d'infrastructures de transports et de stockage de carbone ainsi que deux développeurs de projets CCUS, le DESNZ a lancé un nouvel [appel à manifestation d'intérêt](#) pour rejoindre l'*East Coast Cluster* d'ici 2032. Le ministère anticipe qu'il reste 1 à 2 MtCO₂ de capacité de stockage disponible dans le cluster, qui devrait être mis en service à partir de 2028 avec une capacité de stockage de 4 MtCO₂ par an. Ce nouvel appel à projet s'inscrit dans un contexte difficile marqué par l'abandon du projet H2Teeside de bp, un des trois projets du cluster, en raison de la préférence des propriétaires du terrain pour un projet de construction d'un centre de données.

Le lancement de cet appel à projets coïncide avec l'ouverture d'une [consultation](#) sur les modalités de soutien public aux modes de transport de CO₂ qui ne recourront pas à un pipeline.

Le gouvernement clarifie son offre de service pour le développement des SMR

Le DESNZ a publié un [Advanced Nuclear Framework](#) dans le but de constituer un pipeline de projets de petits réacteurs nucléaires modulaires au Royaume-Uni. Ce document ne prévoit toutefois pas d'investissement de l'Etat en direct : le gouvernement a déjà choisi d'allouer son enveloppe budgétaire de 2 Md£ pour les 4 prochaines années au projet de Rolls-Royce au terme d'un long processus de sélection. En revanche, les projets candidats pourront bénéficier d'un soutien officiel du gouvernement, d'un service d'accompagnement dédié pour respecter les différentes obligations imposées par le droit britannique (planification, sûreté, combustible) et d'un éventuel soutien financier, via un CfD ou le National Wealth Fund. La Nuclear Decommissioning Authority a par ailleurs libéré de nouveaux fonciers en Ecosse et aux Pays de Galles pour l'installation de projets, alors que le site de Wylfa a déjà été sélectionné pour accueillir les premiers SMRs du pays.

Environnement

Le gouvernement dévoile son plan contre les PFAS

Le DEFRA a publié sa première [stratégie](#) pour comprendre, gérer et réduire les risques liés aux « polluants éternels ».

Le plan s'articule autour de trois objectifs premiers temps. Dans un premier temps, le gouvernement souhaite mieux cartographier l'utilisation des PFAS et de leur entrée dans l'environnement. Dans un deuxième temps, il souhaite réduire l'utilisation des PFAS dans les produits du quotidien. Les recommandations du gouvernement sur l'information du public seront mises à jour et les industriels seront encouragés à mettre sur le marché des alternatives ne contenant pas de PFAS. Enfin, le gouvernement souhaite réduire l'exposition de la population aux PFAS. Il lancera notamment une consultation sur l'opportunité d'introduire un seuil maximal de concentration de PFAS dans les eaux destinées à la consommation.

Transports

Les deux plus gros actionnaires du premier opérateur portuaire britannique cherchent à vendre leurs parts

Selon le [Financial Times](#), deux grands fonds de pension canadiens envisagent de céder leurs participations dans Associated British Ports (ABP), le plus important opérateur portuaire du Royaume-Uni, dans une opération qui pourrait valoriser le groupe à plus de 10 Md£.

Le Canada Pension Plan Investment Board (CPPIB), détenteur de 34% du capital, et l'Ontario Municipal Employees Retirement System (OMERS), qui en possède 33 %, ont mandaté Morgan Stanley pour étudier la vente de leurs parts. Le gestionnaire d'actifs Hermes, actionnaire à hauteur d'environ 6 %, pourrait également se retirer.

Les discussions en sont encore à un stade préliminaire, mais un accord pourrait intervenir au second semestre de l'année.

ABP exploite 21 ports au Royaume-Uni, dont Humber et Southampton, et traite plus d'un quart des volumes portuaires du pays.

L'efficacité des smart motorways britanniques déçoit

Selon les évaluations officielles de [National Highways](#), la majorité des projets de smart motorways mis en œuvre en Angleterre à partir de 2013 présentent un rapport cout-efficacité faible. Ces aménagements, installés sur les autoroutes M1, M4, M6 et M25 consistent à transformer la bande d'arrêt d'urgence en voie de circulation, offrent un rapport coût-efficacité "faible" ou "très faible". Le coût de ces projets réalisés entre 2017 et 2019 s'est élevé à 2,3Md£.

Sur 11 projets évalués cinq ans après leur mise en place, seuls deux ont obtenu une évaluation positive. Ces infrastructures, déployées pour accroître la capacité routière à moindre coût, suscitent une forte méfiance des automobilistes, notamment en raison d'accidents mortels survenus après des pannes sur des voies désormais actives.

Ces difficultés s'expliquent selon National Highways par une croissance du trafic plus faible que prévu et des vitesses de circulation inférieures aux anticipations. Le ministère des Transports a rappelé que les smart motorways restent globalement sûres et permettent d'augmenter la capacité du réseau, tout en contribuant à réduire la congestion et les émissions de carbone.

Industrie

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis signent un protocole d'accord sur les métaux critiques.

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont annoncé avoir signé un protocole d'accord visant à renforcer la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. Ce partenariat non-contraignant a été conclu en marge d'une rencontre ministérielle à Washington réunissant 55 Etats, où les Etats-Unis ont annoncé la signature de 11 MoU.

Ce protocole d'accord entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis fait suite à la présentation à l'automne d'une nouvelle stratégie britannique sur les minerais critiques. Ce plan fixe un objectif de réduction des dépendances, ainsi que de développement des filières locales de production et de recyclage de métaux.

Glencore et Rio Tinto renoncent à leur projet de fusion

Rio Tinto et Glencore ont abandonné leur projet de fusion estimé à 260 Md\$, qui aurait créé le plus grand groupe minier mondial, faute d'accord sur la valorisation de l'activité cuivre de Glencore et la gouvernance de la nouvelle activité.

Si les discussions sont désormais gelées pour six mois, les négociations pourraient reprendre ultérieurement.

Plusieurs investissements annoncés dans le cadre de la visite du Premier ministre Keir Starmer en Chine

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est rendu en Chine la semaine dernière afin de relancer la relation commerciale et d'investissement entre les deux pays. Il s'agit de la première visite en Chine d'un dirigeant britannique depuis 2018. Elle fait suite à plusieurs déplacements ministériels, dont celui de la Chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves en janvier 2025.

Parmi les annonces de la visite figure notamment une réduction des droits de douane sur le whisky écossais, qui passent de 10 % à 5 %, estimée à environ 250 M£ de bénéfices pour les exportateurs britanniques sur cinq ans.

Du côté des investissements chinois, la marque POP MART prévoit de faire de Londres son hub régional avec l'ouverture de plusieurs boutiques et le constructeur automobile chinois Chery Commercial Vehicles ouvrira son siège européen à Liverpool (voir Veille sectorielle n°4). Dans le secteur énergétique, le fabricant mondial de systèmes de stockages d'énergie HiTHIUM investira 200 M£ au Royaume-Uni afin de financer des technologies améliorant la résilience du réseau électrique britannique.

L'entreprise pharmaceutique britannique AstraZeneca a également annoncé prévoir d'investir 15 Md£ dans des programmes de R&D en Chine et a conclu un accord de 13 Mds£ avec le groupe pharmaceutique chinois CSPC Pharma Group sur les médicaments favorisant la perte de poids.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr